

navires, qui ne savent pas où prendre l'argent puisque la Turquie ne peut pas payer, utilisent la presse conservatrice du pays, le "Montreal Star", le "Toronto News" et le "Winnipeg Telegram" pour publier le fait qu'en raison de la discussion faite en Chambre par l'opposition, ces deux navires doivent être achetés pour prévenir le danger qui menace l'empire et incidemment ceux à qui l'argent est dû. Il n'y a pas de correspondant de la presse conservatrice qui soit aussi violent dans ses dénonciations du parti libéral au Canada et qui défend si énergiquement le programme conservateur que le Windermere et pourtant c'est ce genre d'information qui sont envoyées ici à la demande des fabricants de plaques blindées et des constructeurs de navires en Europe, par l'intermédiaire des journaux conservateurs. Les semeurs d'épouvante sont très près de nous quand nous voyons des incidents de ce genre.

Nous avons encore à constater un autre changement. Si je m'en souviens bien, le premier ministre voulait faire stationner les navires canadiens dans la mer du Nord, dirigeant leur éperon contre l'Allemagne, prêts à la défense, sinon à inciter la guerre avec l'Allemagne. Maintenant les navires seront envoyés à Gibraltar. Je ne crois pas que le très honorable Winston Churchill ait demandé à notre premier ministre s'il désirait changer la base de cette flotte à Gibraltar. J'imagine que ce fut une surprise pour le premier ministre. On ne sait jamais ce que fera le lendemain le très honorable Winston Churchill; quand on se confie à lui, on peut se trouver transporté dans une autre partie du monde.

Il y a aussi le but qui est changé. Quand les navires ont été proposés pour la première fois, le 5 décembre, ils étaient destinés à défendre l'empire. M. Churchill nous dit que ces navires que nous contribuerons devront croiser dans les cinq océans, et visiteront les différentes colonies—une mission très pacifique en réalité et qui ne ressemble guère au besoin urgent dont on nous a parlé dans les derniers jours de l'an dernier.

Je crois encore qu'il y a eu un changement dans le point de vue relatif à la question discutée par le premier ministre et touchant à la représentation du Canada dans une sorte de conseil dirigeant les forces défensives de l'empire. Nous n'en entendons plus parler maintenant. Le très honorable Lewis Harcourt a réglé ce point et avec les autres choses que j'ai énumérées, il disparaîtra dans les limbes des choses oubliées. Depuis le commencement de cette discussion, il s'est produit des incidents qui nous confirment dans notre manière de voir. L'Australie a perfectionné sa flotte, elle a établi un collège naval et ses ministres ont déclaré qu'ils ne se proposaient pas de se lancer dans autre chose que dans leur programme d'une ma-

rine australienne. Si cette opinion peut avoir quelque importance pour nous, l'amiral Henderson a exprimé le regret que le Canada adopte cette mesure rétrograde et qu'il n'exécute pas la convention conclue primitivement en 1909.

Le but du Gouvernement, en nous demandant de voter cette somme de \$35,000,000, nous apparaît très clairement. Le premier ministre a fait un discours que nous avons reconnu alors comme modéré de ton et juste d'expression. Il a proposé, comme étant son projet personnel, la construction de trois dreadnoughts qu'il décrivait comme étant une dette à l'égard de la mère patrie, mais sur lesquels il se proposait de maintenir son droit, de façon à ce que ces navires puissent devenir le noyau d'une marine canadienne.

Il a dû certainement s'attendre à ce que le parti libéral vienne bien vite au pouvoir quand il a fait cette proposition. Je ne crois pas que ces navires devieront beaucoup, cinq ou six ans au plus, et s'il a pensé qu'ils pouvaient être repris pour former le noyau d'une marine canadienne, il a dû croire que nous reviendrons bientôt au pouvoir, car d'après ce qui s'est passé jusqu'à maintenant, je suis persuadé que le parti conservateur n'a aucune intention de former une marine canadienne. Il s'est prononcé franchement contre tout système de marine. Il nous a cité ce que le Canada devait à l'Angleterre au sujet de la défense, je crois même qu'il a dit que cela se montait à trois ou quatre cents millions de dollars. Le ministre de la Marine et des Pêcheries a appuyé ses paroles et a dit qu'il était impossible de construire des navires dans ce pays. Le ministre des Postes (M. Pelletier) a montré comme cela coûterait cher d'équiper ces navires avec des Canadiens, et comme cela coûterait bon marché de se procurer des marins en Angleterre à vingt-six cents par jour. Mon honorable ami de Saint-Antoine (M. Ames) a parlé si franchement contre toute autonomie, que son discours a eu pour conclusion une flotte centrale; mon honorable ami de Frontenac (M. Edwards) a dit que la tendance de notre programme de marine canadienne était séparatiste et mon honorable ami de Brantford (M. Cockshutt) a exposé clairement l'idée d'une seule marine. Quand ce fut le tour de l'honorable ministre des Finances (M. White), il déclara qu'il n'était pas en faveur d'une contribution, et que s'il croyait qu'il y aurait d'autres contributions, il n'appuierait pas ce programme.

Cependant, le plus fort argument qu'il a invoqué dans son discours établit clairement la nécessité de nouvelles contributions. Contrairement à ce qu'avaient prétendu l'honorable premier ministre et le ministre de la Marine, il a expliqué que ces navires étaient une partie essentielle du programme naval de la Grande-Bretagne